

ASSOCIATION D'AIDE AUX POPULATIONS
PRECAIRES ET IMMIGREES
(AAPPI)

Rapports du commissaire aux comptes

Exercice clos le 31/12/2025

Antony SETTE
Expert Comptable
Commissaire Aux Comptes
Diplômé de l'Institut Supérieur du Commerce de Paris
Diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques d'Aix-en-Provence

t 06.11.63.57.63
asette@fiduciairemirabeau.fr

AAPPI
74 Avenue Roger Salengro
13003 MARSEILLE

ASSOCIATION D'AIDE AUX POPULATIONS PRECAIRES ET IMMIGREES
RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31/12/2025

Aux adhérents,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'**ASSOCIATION D'AIDE AUX POPULATIONS PRECAIRES ET IMMIGREES** relatifs à l'exercice clos le 31/12/2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

AS

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01/01/2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-avant, nous attirons votre attention sur les informations portées dans l'annexe des comptes annuels concernant les faits caractéristiques de l'exercice et le changement de méthodes comptables relatif à la première application du règlement ANC n°2022-06.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne les subventions et les fonds dédiés.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

AS

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

AS

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A Aix en Provence, le 26 mai 2026.



A&S Audit
Antony Sette
Commissaire aux Comptes

Bilan Asso ANC N° 2023-03

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net au 31/12/25	Net au 31/12/24
ACTIF				
Immobilisations incorporelles				
Concessions, brevets et droits assimilés	636,12	636,12		
Immobilisations corporelles				
Installations techniques, matériel et outillage	17 314,24	4 689,05	12 625,19	1 138,56
Autres immobilisations corporelles	18 109,08	13 390,40	4 718,68	5 484,19
Immobilisations financières				
Autres immobilisations financières	1 297,00		1 297,00	1 297,00
Total Actif immobilisé (II)	37 356,44	18 715,57	18 640,87	7 919,75
Stocks et en-cours				
Créances				
Autres créances	126 196,67		126 196,67	43 016,00
Divers				
Valeurs mobilières de placement	8,00		8,00	8,00
Disponibilités	129 192,69		129 192,69	124 476,88
Total Actif circulant (III)	255 397,36		255 397,36	167 500,88
TOTAL ACTIF (I+II+III+IV+V+VI)	292 753,80	18 715,57	274 038,23	175 420,63



Bilan Asso ANC N° 2023-03

	Net au 31/12/25	Net au 31/12/24
PASSIF		
Fonds propres sans droit de reprise	76 231,83	76 231,83
Fonds propres statutaires	76 231,83	76 231,83
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves		
Report à nouveau	13 143,13	-1 013,37
Excédent ou déficit de l'exercice	88 900,51	14 156,50
Situation nette (sous-total)	178 275,47	89 374,96
Subventions d'investissement	3 934,64	5 471,21
Total des capitaux propres (I)	182 210,11	94 846,17
Fonds reportés et dédiés		
Fonds dédiés	22 560,00	32 480,00
Total des fonds reportés et dédiés (II)	22 560,00	32 480,00
Provisions		
Total des provisions (III)		
Dettes		
Emprunts obligataires et assimilés		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	10 891,20	5 484,00
Dettes fiscales et sociales	58 576,92	42 413,77
Autres dettes		196,69
Total des dettes (IV)	69 268,12	48 094,46
TOTAL PASSIF (I+II+III+IV+V)	274 038,23	175 420,63



Bilan actif (N-1 approuvé)

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2025	Net au 31/12/2024
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires	636	636		
Immobilisations corporelles				
Installations techniques, matériels et outillages industriels	17 314	4 689	12 625	1 139
Autres immobilisations corporelles	18 109	13 390	4 719	5 484
Immobilisations financières				
Autres immobilisations financières	1 297		1 297	1 297
Total I	37 356	18 716	18 641	7 920
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Autres créances	126 197		126 197	43 016
Autres postes de l'actif circulant				
Valeurs mobilières de placement	8		8	8
Disponibilités	129 193		129 193	124 477
Total II	255 397		255 397	167 501
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	292 754	18 716	274 038	175 421
Legs nets à réaliser :				
acceptés par les organes statutairements compétents				
autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre :				

CDR Asso ANC N°2023-03

	du 01/01/25 au 31/12/25 12 mois	%	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	%	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
Produits d'exploitation						
Cotisations	1 031	0,21	1 355	0,36	-324	-23,91
Ventes de biens et de services						
Produits de tiers financeurs	501 868		375 838		126 032	33,53
Concours publics et subventions d'exploitation	501 868	99,79	375 838	99,64	126 032	33,53
Repr. / amort., dépréc. et prov.			1 126	0,30	-1 126	-100,00
Utilisation des fonds dédiés	32 480	6,46	55 563	14,73	-23 083	-41,54
Autres produits	32 515	6,47	892	0,24	31 623	NS
Total des produits d'exploitation (I)	567 894	112,92	434 772	115,27	133 122	30,62
Charges d'exploitation						
Autres achats et charges externes	40 910	8,13	40 376	10,70	534	1,32
Impôts, taxes et versements assimilés	3 208	0,64	3 021	0,80	188	6,21
Salaires	313 051	62,25	270 002	71,58	43 048	15,94
Cotisations sociales	98 594	19,61	82 806	21,95	15 788	19,07
Dotations aux amortissements et aux dépréciati	1 668	0,33	1 552	0,41	117	7,52
Sur immob. : dotations aux amort.	1 668	0,33	1 552	0,41	117	7,52
Reports en fonds dédiés	22 560	4,49	32 480	8,61	-9 920	-30,54
Autres charges	7				7	
Total des charges d'exploitation (II)	479 998	95,45	430 236	114,06	49 762	11,57
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	87 896	17,48	4 536	1,20	83 360	NS
Produits financiers						
Produits des cessions d'éléments financiers	1 004	0,20	1 526	0,40	-521	-34,16
Total des produits financiers (III)	1 004	0,20	1 526	0,40	-521	-34,16
Charges financières						
Total des charges financières (IV)						
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	1 004	0,20	1 526	0,40	-521	-34,16
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II)	88 901	17,68	6 061	1,61	82 839	NS
Total des produits exceptionnels (V)			8 095	2,15	-8 095	-100,00
Total des charges exceptionnelles (VI)						
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)			8 095	2,15	-8 095	-100,00
Total des produits (I + III + V)	568 899	113,12	444 393	117,82	124 506	28,02
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	479 998	95,45	430 236	114,06	49 762	11,57
EXCEDENT OU DEFICIT	88 901	17,68	14 157	3,75	74 744	527,98
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NA						
Bénévolat	10 650		12 590		-1 940	-15,41
TOTAL	10 650		12 590		-1 940	-15,41
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLO						
Personnel bénévole	10 650		12 590		-1 940	-15,41
TOTAL	10 650		12 590		-1 940	-15,41



Compte de résultat (N-1 approuvé)

	Exercice N 31/12/2025	Exercice N-1 31/12/2024
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	1 031	1 355
Ventes de biens et de services		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	501 868	375 836
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges		1 126
Utilisation des fonds dédiés	32 480	
Autres produits	32 515	892
Total I	567 894	379 210
CHARGES D'EXPLOITATION		
Autres achats et charges externes	40 910	40 376
Impôts, taxes et versements assimilés	3 208	3 021
Salaire et traitements	313 051	270 002
Charges sociales	98 594	82 806
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 668	
Dotations aux amortissements sur immobilisations		1 552
Reports en fonds dédiés	22 560	
Autres charges	7	
Total II	479 998	397 756
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	87 896	-18 547
Quotes-parts de résultat sur opérations en commun		
PRODUITS FINANCIERS		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	1 004	1 526
Total III	1 004	1 526
CHARGES FINANCIERES		
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	1 004	1 526

Compte de résultat (N-1 approuvé)

	Exercice N 31/12/2025	Exercice N-1 31/12/2024
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	88 901	6 061
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		6 680
Sur opérations en capital		1 415
Total V		8 095
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)		8 095
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs (IX)		55 563
Engagements à réaliser sur ressources affectées (X)		32 480
Total des produits (I+III+V+(X))	568 899	499 955
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII+X)	479 998	462 716
EXCEDENT OU DEFICIT	88 901	14 157
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Bénévolat	10 650	12 590
Total	10 650	12 590
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Personnel bénévole	10 650	12 590
Total	10 650	12 590



Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : ASS.AIDE AUX POPUL.PREC.ET IMM.

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2025, dont le total est de 274 038 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 88 901 Euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 19/05/2026 par les dirigeants de l'association.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

L'association AAPPI a pour but d'aider les immigrés, les français d'origine étrangère et les précaires à construire un parcours d'insertion, d'apprentissage et de promotion sociale. Cette démarche est construite en relation avec le service public dont elle entend constituer une interface et le réseau associatif. L'objectif est de lutter ensemble contre toutes les formes de discrimination et de permettre l'accès au droit.

Plus largement aujourd'hui, l'association se fixe pour mission d'accompagner toutes les personnes en situation de précarité, tant dans leurs démarches sociales, administratives, de recherche d'emploi/formation et de santé que dans le domaine de l'accès aux savoirs (apprentissage du français, formations diverses, éducation populaire).

Les moyens d'actions sont ceux susceptibles d'être employés dans le cadre de la législation en vigueur pour atteindre les objectifs définis dans les statuts et notamment mettre en oeuvre tous les moyens matériels et humains nécessaires à cette fin.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2025 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2023-03 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

FONDS DEDIES

Les fonds dédiés (reports de subventions non utilisées et les engagements à réaliser) sont intégrés dans le résultat d'exploitation.

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES



Règles et méthodes comptables

A compter de l'exercice 2023, le personnel bénévole est comptabilisé au pied du compte de résultat.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euros.

Première application du règlement ANC 2022-06

À compter de l'exercice ouvert le 01/01/2025, la société applique le règlement ANC 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers.

Conformément aux dispositions de l'article 27 du règlement, cette première application est mise en œuvre de manière prospective. Elle constitue un changement de réglementation ayant une incidence sur la présentation des comptes annuels de l'exercice.

Les paragraphes ci-après présentent les informations pertinentes et nécessaires à la compréhension des changements induits.

Modifications de présentation opérées sur la colonne N-1

Pour se conformer aux nouveaux modèles de présentation, les reclassements suivants ont été effectués dans la présentation des données de l'exercice précédent :

- Les avances et acomptes sur immobilisations sont dorénavant agrégés dans le poste Immobilisations en cours, avances et acomptes ;
- Les charges constatées d'avance sont classées parmi les créances et les produits constatés d'avance parmi les dettes ;
- Les transferts de charges sont reclassés sur les postes relatifs aux reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements) ;
- Les produits et charges exceptionnels sont regroupés sur deux nouvelles lignes Produits exceptionnels et Charges exceptionnelles.

Changement de méthode sur les principaux postes concernés de l'exercice N

Reclassification d'éléments auparavant présentés en résultat exceptionnel

Les quotes-parts de subvention virées au compte de résultat, les produits de cession d'immobilisations et les valeurs nettes comptables des immobilisations cédées réalisées au cours de l'exercice figurent désormais dans le résultat courant, alors qu'elles auraient été enregistrées en résultat exceptionnel avant l'application du règlement.

Suppression de la technique de transferts de charges

Le règlement ANC 2022-06 supprime les comptes de transferts de charges. Les opérations qui y étaient auparavant enregistrées sont désormais :

- Soit reclassées en Production vendue, si elles correspondent à de la refacturation ;
- Soit imputées en diminution des charges concernées ;
- Soit comptabilisées en Autres produits d'exploitation pour celles représentatives de remboursements d'assurance.

Reclassement de la dotation aux amortissements des frais d'émission

Conformément aux nouvelles règles de présentation, la dotation aux amortissements des frais d'émission d'emprunt est désormais enregistrée dans le résultat financier (antérieurement, cette dotation était classée en résultat d'exploitation).

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.



Règles et méthodes comptables

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.



Faits caractéristiques

Autres éléments significatifs

Le résultat excédentaire de 88 901 € est dû en partie à un départ en retraite, mais également à un sous-effectif du fait d'arrêt maladie non remplacé et d'une embauche tardive.

Le retard pris sur les travaux d'aménagement de 4 bureaux supplémentaires (dû notamment au manque de finance d'investissement) a également empêché d'autres embauches nécessaires par manque de poste de travail disponible.

Le résultat excédentaire est le fait d'un don et de subventions perçues en toute fin d'année et donc impossible à consommer.



Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	636			636
Immobilisations incorporelles	636			636
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	5 263	12 051		17 314
- Installations générales, agencements aménagements divers	1 120			1 120
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	16 651	338		16 989
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	23 034	12 389		35 423
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	1 297			1 297
Immobilisations financières	1 297			1 297
ACTIF IMMOBILISE	24 967	12 389		37 356

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Durée d'utili- sation ou taux d'amo- tisse- ment	Mode d'amo- tisse- ment	Amor- tissements cumulés à l'ouverture de l'exercice	Augmen- tations	Diminutions	Amor- tissements cumulés à la clôture de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement						
- Fonds commercial						
- Autres immobilisations incorporelles			636			636
Immobilisations incorporelles			636			636
- Terrains						
- Constructions sur sol propre						
- Constructions sur sol d'autrui						
- Installations générales, agencement et aménagements des constructions						
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	5 à 10 ans		4 124	565		4 689
- Installations générales, agencement et aménagements divers	10 ans		15	112		127
- Matériel de transport						
- Matériel de bureau et informatique, moblier	5 à 10 ans		12 272	991		13 263
- Emballages récupérables et divers						
Immobilisations corporelles			16 411	1 668		18 079
TOTAL			17 047	1 668		18 716



Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 127 494 Euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	1 297		1 297
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés			
Autres	126 197	126 197	
Charges constatées d'avance			
Total	127 494	126 197	1 297
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	76 232				76 232
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves		14 157		14 157	
Report à Nouveau	-1 013		14 157		13 143
Excédent ou déficit de l'exercice	14 157	-14 157	88 901		88 901
Situation nette	89 375		103 057	14 157	178 275
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	5 471			1 537	3 935
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	94 846		103 057	15 693	182 210

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 69 268 Euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéance à un an au plus	Echéance à pl d'un an et cinq ans au plus	Echéance à pl de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	10 691	10 691		
Dettes fiscales et sociales	58 577	58 577		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)				
Produits constatés d'avance				
Total	69 268	69 268		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs - Achats de biens ou d	6 121
Dettes prov. congés payés	20 679
Charges sur congés à payer	5 790
Total	32 590



Notes sur le compte de résultat



	Commissaire aux comptes 1	Commissaire aux comptes 2
Honoraires afférents à la certification des comptes	4 200	
TOTAL	4 200	

Subventions d'exploitation

Analyse du résultat

	Déficit	Bénéfice
Résultat de l'exercice		88 901
Part du résultat sur gestion conventionnée		
Part du résultat sur gestion libre		88 901



Autres informations

Informations sur les dirigeants

Rémunérations allouées aux dirigeants

Les membres du bureau de l'association A.A.P.P.I exercent leurs fonctions de façon bénévole.

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en Euros
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	
Engagements de crédit-bail mobilier	18 624
Engagements de crédit-bail immobilier	
Autres engagements donnés	
Total	18 624

Fonds dédiés

Subventions affectées

	A l'ouvertur de l' exercice	Reports A	Utilisations Montant global B	Utilisations Dont rembours. C	Transferts C	A la clôture de l'exerci Montant global A - B + C	A la clôture de l'exerci Dont fonds dédiés (pr sans dép.)
Domiciliation	32 480	32 480	32 480		22 560	22 560	
Total	32 480	32 480	32 480		22 560	22 560	

Antony SETTE
Expert Comptable
Commissaire Aux Comptes

Diplômé de l'Institut Supérieur du Commerce de Paris
Diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques d'Aix-en-Provence

t 06.11.63.57.63
asette@fiduciairemirabeau.fr

AAPPI

74 Avenue Roger Salengro
13003 MARSEILLE

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

EXERCICE CLOS LE 31/12/2025

Aux adhérents,

En notre qualité de commissaire aux comptes de l'AAPPI, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

A Aix en Provence, le 26 mai 2026.



A&S Audit
Antony Sette
Commissaire aux Comptes